

démographique. En contrepartie, on insiste sur le besoin d'accentuer également l'accroissement de l'espérance de vie.

Puis, après deux des votes les plus serrés de la session, on adoptait l'alinéa suivant: «A la lumière des principes énoncés dans le présent plan d'action, les pays qui considèrent que leur taux de natalité nuit aux objectifs qu'ils se sont fixés sont invités à envisager l'établissement de buts quantifiés ainsi que la formulation de politiques permettant d'atteindre ces buts avant 1985. Rien dans les présentes ne doit empiéter sur le droit souverain de tout gouvernement d'adopter ou non de tels buts chiffrés». Après que l'on eut rejeté une motion visant à rayer les mots «avant 1985», la Chine a proposé une autre modification soulignant que des buts uniformes n'étaient pas souhaitables, mais cette motion fut rejetée elle aussi par un vote très serré.

Ces votes révèlent jusqu'à quel point le sujet est controversé. Il n'en reste pas moins que l'idée d'objectifs demeure et qu'elle doit être adoptée par chaque pays pour convenir à ses besoins. Il n'est pas très utile d'attacher trop d'importance au rejet des taux absolus. Très peu de pays aspirent à des taux de croissance élevés puisqu'il existe très peu d'indices permettant de dire que, dans des économies en plein essor, des taux élevés de croissance démographique rendent plus facile la réalisation des objectifs de croissance économique. Pour leur propre intérêt, la plupart des pays désirent un ralentissement des taux de croissance.

Insuffisance de la planification des naissances

La question centrale demeure toutefois la façon de réduire le taux de croissance. La politique de développement et la politique démographique sont inextricablement reliées l'une à l'autre. Les gens qui demeurent dans le milieu traditionnel où l'agriculture permet tout juste de subvenir aux besoins primaires ne connaissent que trop bien les caractéristiques de leur milieu: le niveau élevé de la mortalité infantile, les rôles traditionnels des sexes, le taux élevé d'analphabétisme, la pauvreté écrasante et sans espoir, la dépendance totale des caprices du climat, pour n'en citer que quelques-uns. L'idée d'exercer une influence quelconque sur sa destinée ou de prévoir l'avenir est totalement étrangère à ces milieux. La famille est une ressource précieuse; la limitation ou la planification sont anathèmes. Tant qu'il ne se produira pas de changements dans le contexte global du milieu (ce qui est inévitable si un vrai développement est en cours), l'idée de ré-

duire les dimensions de la famille pour que chaque enfant puisse tirer un plus grand profit des fruits du changement est étrangère, pour ne pas dire irrationnelle. Qui s'exposerait à avoir un petit nombre d'enfants s'il subsiste un danger de les perdre?

Tout cela crée les éléments d'un dilemme au niveau de la politique des États. Nous savons que les programmes de planification des naissances, même s'ils constituent un objectif souhaitable, ont également des répercussions démographiques. Nous savons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire pour dispenser réellement ces services à tous ceux qui les désirent. Quelles mesures faut-il adopter alors pour les compléter? Quels aspects de la stratégie du développement influent sur les facteurs démographiques et, en particulier, sur la fertilité? Le groupe de travail a parlé en termes généraux de l'importance de l'équité dans les rapports économiques internationaux. Le plan d'action comprend certains remèdes plus précis pour favoriser le changement social, dont les suivants: une participation plus forte des femmes au processus de développement, des mesures visant à réduire la mortalité infantile, un meilleur partage des revenus, l'accès à l'éducation pour les jeunes du monde entier, l'élimination du travail des enfants, l'établissement d'un régime de sécurité pour les personnes âgées, la fixation d'un âge minimum pour le mariage, et l'amélioration des services de santé et de planification des naissances. On recommande aussi que les pays qui désirent influencer le niveau de fertilité accordent la priorité à la mise en application de programmes de développement et de stratégies relatives à l'éducation et à la santé qui, tout en favorisant la croissance économique et le relèvement du niveau de vie, ont une influence décisive sur les facteurs démographiques, y compris la fertilité... Personne ne sait toutefois quel effort additionnel doit être apporté aux programmes relatifs à l'éducation ou à la santé ni sur quels éléments de ces programmes les efforts doivent porter pour faire baisser le taux de fertilité dans la mesure voulue. Même si l'on investit massivement dans ces programmes, ce n'est qu'à long terme que l'on peut espérer un changement d'attitude. Nombre de pays, surtout asiatiques, ne disposent pas de ces longs délais avant que les déséquilibres actuels entre les tendances démographiques et les ressources disponibles ne provoquent une hausse du taux de mortalité. Dans un tel contexte les programmes de planification des naissances, lancés sur une grande échelle, jouent encore un rôle indispensable parmi les mesures qui peuvent accélérer les changements démographiques.